

Sus aux « contractionnistes » !

Posté le : 3 janvier 2016 18:46 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Economie et politique

Ceux qui s'intéressent un peu à l'histoire économique contemporaine (ils sont très peu nombreux, surtout dans les sphères décisionnaires) se rappellent qu'en juillet 1944, parmi les délégations présentes à la conférence de Bretton-Woods pour fixer le cadre d'un retour à la prospérité générale, la fureur s'employait contre les « contractionnistes ». Le « contractionnisme », tel était l'ennemi. Il imposait des restrictions aux échanges, une déflation plus ou moins sévère, des manipulations de changes, dans un esprit de sauve-qui-peut général. Donc non ! Vraiment non !

La guerre de 1914 ayant marginalisé les étalons monétaires métalliques au profit d'une monnaie de papier imprimable sans limite, le commerce international était à la merci de tous les excès, de tous les malthusianismes, de tous les à-coups nationalistes dans le domaine des monnaies. Avec comme conséquence une crise générale et durable.

Du temps de l'étalon-or, l'or restait stable et les prix locaux étaient tenus de s'ajuster, éventuellement à la baisse. Les déflations liées à ce système étaient violentes et provoquaient des récessions sévères, en général accompagnées de mouvements de révolte populaire. La croissance globale était de ce fait assez faible : environ 1% l'an sur l'ensemble du XIXème siècle. Bien sûr, les banquiers, notamment à Londres, s'empressaient pour limiter la casse. Des opérations en capitaux permettaient de limiter les besoins d'ajustement par la déflation.

Certains ont cru après la guerre de 14-18 qu'on pouvait d'une-part revenir à l'étalon or et d'autre-part, le faire par la baisse des prix. Sauf que la création monétaire et les dettes avaient été tellement fortes et les déséquilibres poussés à tel point, que ces politiques n'aboutirent à rien sinon à la crise de 1929.

Keynes et sa Théorie Générale signèrent un changement de vision. Puisqu'on en était maintenant arrivé à un système généralisé de « fiat money » (c'est-à-dire une monnaie qu'on pouvait multiplier à l'infini pratiquement sans frais), tenter de rétablir sa compétitivité par la déflation était contre-productif. Il fallait inventer autre chose et surtout faire la chasse aux « contractionnistes » qui amputaient la « demande globale » et provoquaient une spirale de dépression.

Les Accords de Bretton Woods signèrent la victoire de ces idées, même si le plan White l'emporta sur le plan Keynes. L'idée de Keynes étaient de créer une véritable banque mondiale qui, manipulant une monnaie elle-mêmemondiale, le Bancor, spécifique et réservée à la compensation inter-états, permettrait d'éviter qu'un pays en manque de devises soit obligé, pour rétablir ses comptes extérieurs, de se lancer dans des restrictions qui pousseraient tout le monde dans la crise. Un tel système n'était viable que s'il n'y avait pas de trop grands excédents et de trop grands déficits et si les monnaies nationales restaient en ligne avec la monnaie mondiale, réévaluations et dévaluations restant possibles mais dans des limites raisonnables et avec l'accord de tous. L'or était, dans ce système, totalement démonétisé (une obsession de Keynes). Un organisme supranational se chargerait de vérifier que l'aide ne tourne pas à la licence. L'idée de White était de créer un « fonds » où la monnaie internationale serait l'Unitas, bientôt remplacé par le dollar, aussi solide que l'or. Les possibilités de création monétaire par le fonds seraient réduites. L'or continuerait à jouer un rôle. Mais les règles du jeu seraient les mêmes : pas de déficits ou d'excédents majeurs ; monnaies stables dont la valeur externe serait de la responsabilité des Etats ; changements de parités

possibles mais dans certaines limites, avec l'accord de tous et un gendarme évitant les abus.

Ce système a tenu jusqu'en 1971 et accompagné les « Trente Glorieuses ». Les contractionnistes avaient perdu et les expansionnistes gagné.

Il a explosé en 1971 du fait que l'imperium américain a décidé de s'affranchir de ses responsabilités monétaires particulières. La dissymétrie du système de Bretton-Woods était son défaut majeur. La multilatéralité entre égaux était la vraie solution, comme Keynes l'avait vu. La monnaie d'un Etat ne doit pas être la monnaie du monde.

L'explosion de 1971 a eu deux conséquences organisationnelles en apparence totalement opposées et en vérité quasi similaires dans leurs effets néfastes.

Le monde est passé aux changes flottants, c'est-à-dire à un étalon dollar flottant sans plus aucune organisation des soldes de balances de paiements. Chacun faisait ce qu'il voulait et on verrait bien ce que les « marchés » diraient. Pour cela il fallait des marchés. Alors on a libéré totalement les mouvements de capitaux à court terme. On obtint un retournement de la courbe de l'endettement global qui, à 400% du PIB en 44 était repassée sous les 200% en 1971 et qui montera à nouveau à 400% en 2006 provoquant la crise que l'on sait. L'Allemagne, le Japon, la Chine furent autorisés à accumuler des excédents démentiels, source de replacements et de création monétaire globale. L'économie baudruche était née, avec ses explosions périodiques et le retour des « contractionnistes » pour y faire face, comme en 1929.

L'Europe elle, qui voulait mieux solidariser ses monnaies dans le cadre de l'UEM décidée en 1969, fut abasourdie par le passage aux changes flottants. D'expériences malheureuses en expériences malheureuses, elle se décida pour une monnaie plurinationale unique, l'Euro. Mais les traités ne précisèrent en rien les obligations des Etats membres en termes de balance des paiements intra européenne. Le seul moyen pour ajuster les économies déficitaires restait la récession et la déflation. On pensait qu'il suffirait de libérer totalement les mouvements de marchandises, de capitaux et de personnes, pour que les ajustements se fassent spontanément. Douce illusion !

Tenants des changes flottants et de la monnaie unique s'accordaient pour que la liberté totale des mouvements de capitaux, de personnes et de marchandises soient le ferment des ajustements. Que les défailtants se débrouillent et se remettent dans le jeu par la contraction de leur économie.

Les Contractionnistes ont donc gagné dans chacun des deux systèmes.

Ce qui est un contresens historique et une honte, une erreur intellectuelle et morale.

Dans les pays où contractionnisme et socialisme se sont mêlés, comme en France, la situation est devenue inextricable. L'économie a été mangée de l'intérieur par la démagogie redistributive et se retrouve déficitaire vis-à-vis de l'extérieur avec des effets dépressionnaires permanents. Revenir à la prospérité dans de telles conditions est quasiment impossible.

La seule issue est d'obtenir la réforme des deux organisations internationales défailtantes :

- Dans le cadre global, retour aux changes fixes et ajustables par consensus, ainsi qu'à la responsabilité des états vis-à-vis de la valeur externe de leur monnaie et de leurs excédents et déficits,.
- Mise en place d'un mécanisme de compensation des excédents et des déficits, piloté par un « chancelier de la zone euro », au sein de l'Eurozone, avec prévention des désajustements et pilotage globalement expansionniste des retours à l'équilibre.

Alors et alors seulement sera-t-il possible de sortir sans trop de casse la France de l'impasse où elle s'est fourrée, en partie toute seule et en partie parce qu'elle y a été conduite par des systèmes

extérieurs dangereux.

Idéologie socialiste résiduelle, tradition judéo chrétienne de charité et énarchie compassionnelle sont des attitudes pleines de bons sentiments. Mais elles se sont liées à la démagogie électorale pour pousser au-delà du raisonnable la dépense publique et elles ont fini par stériliser les ressources productives vitales de la France. Manger et boire sont les moyens de la vie mais on creuse sa tombe avec ses dents et l'excès de boissons mène à la déchéance. La France doit entrer en cure de désintoxication. Il faut déconstruire en douceur un système de transferts excessifs, et réduire les abus de subventions et d'allocations qui ruinent la France, pour reconstruire un outil de production efficace. En Europe et dans le monde, il importe de rendre possible des systèmes monétaires compatibles avec des ajustements non « contractionnistes ».

Une action qui demande, en interne, à la fois du doigté dans le dosage des redéploiements de ressources afin que les ajustements se produisent sans drame social, et, à l'extérieur une compétence, un sens diplomatique et une force de conviction peu commune.

Voilà ce que serait un vrai programme économique et social présidentiel, si, un jour, nous consentons à élire des présidents dignes de ce nom et si les partis renoncent à penser qu'en créant un « marais » de micro factions à l'Assemblée nationale par la proportionnelle, on aboutirait mieux aux « compromis » nécessaires. Une politique réussie n'a pas besoin de compromis. Le consensus ne viendra que beaucoup plus tard quand la réussite sera là. Le pavois présidentiel ne doit pas être le but ultime du narcissisme politique de médiocres astucieux, mais le lieu où s'impulse les actions déterminantes pour l'avenir du pays, en s'appuyant sur l'accord de fond des Français et la réflexion des élus. Il ne faut pas parler de rupture radicale mais de guérison progressive. Desserrer les baillons réglementaires et fiscaux en redéployant mieux les ressources rares générées par les Français, n'est pas un acte de casse sociale mais d'oxygénation et de sauvetage de notre modèle social. Empêcher les inondations n'interdit pas d'irriguer : c'est même la condition de l'irrigation.

Pour réussir un tel projet économique, le prochain président idéal devrait être, en même temps, un leader affirmé, capable de fixer le cap que nous venons d'esquisser, un chef d'orchestre attentif, capable de mener à l'unisson une équipe convaincue, et une personnalité d'une influence suffisante pour infléchir la politique européenne et internationale dans un sens positif.

On imagine bien que les candidats-nains s'accorderont pour exclure l'économie des thèmes fondamentaux de la campagne présidentielle. Les candidats nécessaires s'élèveront à la hauteur des enjeux économiques.

Utinam...

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile